



**PERMANENT MISSION OF NIGER TO 111E UNITED NATIONS
417 EAST 50th**

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation,

Monsieur le Président,

Permettez moi tout d'abord, au nom du Niger et de la délégation qui m'accompagne, de m'associer aux chaleureuses félicitations qui vous ont été adressées, pour votre brillante élection à la Présidence de nos travaux.

Connaissant vos qualités personnelles, je reste convaincu que les résultats des discussions, sous votre conduite clairvoyante, seront à la hauteur de nos attentes.

Monsieur le Président,

Le peuple nigérien, confronté à une crise alimentaire aiguë, consécutive à une campagne agricole marquée par un déficit alimentaire et une invasion acridienne, exprime toute sa reconnaissance aux agences du système des Nations Unies et à l'ensemble de la Communauté internationale pour les efforts fournis afin de l'aider dans ces circonstances difficiles.

Il exprime sa profonde gratitude à Monsieur Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, qui a tenu personnellement à se rendre sur le lieu de la catastrophe, et le remercie pour son engagement et son leadership.

La mondialisation apparaît comme une épreuve supplémentaire douloureuse pour un pays comme le Niger qui, malgré de réelles potentialités économiques, est condamné à vivre dans la misère la plus sordide, et son peuple dans le désespoir et les frustrations de toutes sortes.

Alors, comment **dans un tel contexte, un pays comme le mien, peut-il atteindre les OMD ?**

Monsieur le Président,

Et pourtant en dépit des contraintes structurelles qui pèsent sur l'économie nigérienne, que j'évoquais tantôt, le gouvernement s'est depuis 2001, résolument investi dans l'atteinte des OMD.

C'est ainsi qu'il s'est efforcé de renforcer sa coopération avec les institutions financières internationales, et de s'engager dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et du Programme Spécial du Président de la République.

Et c'est dans le droit fil des actions menées dans ce cadre que des résultats significatifs ont été enregistrés dans les domaines de la démocratie, des libertés fondamentales, de la gouvernance, de l'accès aux services sociaux de base et des réformes économiques.

Au demeurant, les résultats ainsi obtenus démontrent que mon pays ne s'est pas croisé les bras, et qu'il s'est efforcé, malgré la rareté des ressources et les contraintes de toutes sortes de rompre avec le cercle vicieux de la pauvreté.

Monsieur le Président,

Normalement, on devrait s'attendre à ce que ce soit les pays bien gérés, c'est à dire ceux qui ont mis en oeuvre de bonnes réformes économiques, et créé les conditions de la promotion de la démocratie

Malgré tout, ces ressources additionnelles sont de plus en plus difficiles à trouver, dans un contexte où, en concédant au Niger la réduction de sa dette, les institutions de Bretton Woods lui imposent de ne recourir à de nouveaux emprunts destinés à l'investissement qu'à condition que ceux-ci comportent un élément don de 60%.

Cette condition est tout simplement Irréaliste ; elle est tout simplement irréalisable.

En vérité, cela revient principalement à assujettir le financement du développement de nos pays aux dons.

Les dons à eux seuls peuvent-ils assurer le développement économique d'un pays ?

Assurément non ! et pour preuve, rien qu'en se fondant sur le rapport Sachs, l'estimation des besoins de financement d'un pays comme le mien, en vue d'atteindre les OMD, se chiffrent à plus de 900 millions de dollars par an.

Aujourd'hui, nous ne recevons que 120 millions, prêts et dons compris...

Pire, l'APD dont nous bénéficions décroît d'année en année et ne représente de nos jours qu'à peine la moitié de son niveau d'il y a quinze ans, si bien que le Niger ne reçoit que **20 dollars** par habitant **et par an, soit environ 1,6 dollars par mois.**

Monsieur le Président,

Le progrès vers l'atteinte des OMD, à l'horizon que nous nous sommes fixé, relève donc d'une responsabilité partagée.

Celle des pays riches, qui doivent se convaincre que la lutte contre la pauvreté est intimement liée aux questions brûlantes de l'heure, notamment celle de la sécurité et de l'immigration qui constituent de véritables préoccupations.

Ce dont nous avons donc besoin, c'est d'un « Big Push », c'est à dire des ressources massives à même de nous permettre une transformation profonde de la structure de nos économies, afin de créer une base productive diversifiée, capable de mieux insérer nos pays dans le commerce international et d'offrir du travail à une jeunesse désœuvrée qui sera pour les années à venir, si rien n'est fait dès à